

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MERCREDI 28 MARS 2007

WOENSDAG 28 MAART 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 20 par Mme Martine Taelman, présidente.

01 Question de M. Philippe Monfils à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la taxe de renouvellement des autorisations pour les tireurs de loisir" (n° 14867)

01.01 Philippe Monfils (MR) : Le renouvellement - tous les 5 ans et contre paiement - de l'autorisation de détention d'armes concerne-t-il aussi les tireurs de loisir?

01.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Selon la loi, le permis de chasse et la licence de tireur sportif permettent l'acquisition des armes destinées à ces activités, sans redevance puisque les services du gouverneur n'interviennent pas. Les tireurs seront dispensés du paiement à condition qu'ils soient titulaires d'une licence de tireur sportif et que leur discipline soit exercée avec une arme reprise dans la liste qui sera publiée par le ministre de la Justice en avril.

Ce ne sont donc pas les appellations dévolues à ces disciplines - relevant de la compétence des Communautés - qui sont déterminantes pour une éventuelle application de la redevance, mais les deux conditions que je viens de citer.

01.03 Philippe Monfils (MR) : Cela signifie-t-il que la Communauté devrait revoir le décret qui vise uniquement le tir sportif à l'état pur ? Autrement dit, elle devrait modifier son décret et déterminer un système d'octroi de licences pour les tireurs sportifs mais aussi de loisir.

01.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Elle ne doit pas le faire mais elle le peut.

L'incident est clos.

02 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le programme informatique des tribunaux de l'application des peines" (n° 14853)

02.01 Tony Van Parys (CD&V) : Les tribunaux de l'application des peines devaient être raccordés au système informatique des tribunaux de première instance mais ce raccordement n'a pu être effectué à temps. Conséquence : actuellement, au tribunal de l'application des peines de Bruxelles, les plis judiciaires doivent être rédigés à la main et le rôle d'audience doit être tenu à jour à la machine à écrire. Or 1.300 dossiers sont déjà en souffrance dans ce tribunal de l'application des peines. Le manque d'outils informatiques implique que le personnel doit supporter une charge de travail inutile, que le traitement des dossiers est retardé et que la population carcérale en subit les conséquences. N'eût-il pas mieux valu reporter un peu le démarrage des tribunaux de l'application des peines ?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Il m'arrive également d'écrire à la main !

Le programme informatique est en cours d'installation et il n'y a aucun problème sérieux.

02.03 Tony Van Parys (CD&V) : Cette réponse de la ministre est presque une provocation. Comment peut-

elle prétendre que tout va bien alors que les plis judiciaires doivent être rédigés à la main ? Un problème sérieux appelle une solution sérieuse. Or la ministre n'a pas l'air de s'en soucier puisqu'elle rejette ma question à ce sujet d'un revers de main cynique. C'est scandaleux !

L'incident est clos.

Président : M. Tony Van Parys.

03 Question de Mme Martine Taelman au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la sécurisation des palais de justice" (n° 14756)

03.01 Martine Taelman (VLD) : J'aurai en fait voulu poser cette question au ministre ayant la Régie des Bâtiments dans ses attributions puisqu'elle porte sur les investissements destinés à la sécurisation des palais de justice.

Il y a quelques semaines, l'évacuation du Palais de justice de Bruxelles a remis à l'ordre du jour le problème de la sécurisation des palais de justice. A l'heure actuelle, ces bâtiments sont librement accessibles. S'il n'est généralement - et heureusement - pas nécessaire de prendre des mesures de sécurité draconiennes, certains incidents ont toutefois démontré que la question mérite que l'on s'y intéresse d'un peu plus près.

Comment est organisée à l'heure actuelle la sécurisation des palais de justice ? Quelles directives ont été édictées en la matière ? Quels investissements sont encore prévus dans le domaine de la sécurisation et quels budgets ont été dégagés à cet effet ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Le service Bâtiments du SPF Justice a établi des directives pour la sécurisation des bâtiments judiciaires dans un document confidentiel. Ces directives s'appliquent aux bâtiments dont l'État est propriétaire ainsi qu'à ceux qu'il prend en location. Le service veille également à la mise en œuvre des directives.

Le concept de sécurisation est fondé sur un système de compartimentage répartissant le bâtiment en un domaine public, en un domaine semi-public et en plusieurs zones sécurisées. Des accès séparés sont en outre prévus pour les visiteurs, le personnel, le transport des détenus, la police, les livraisons et le parking. Une sécurisation spécifique contre les cambriolages et les tirs de balles est prévue, si nécessaire, en fonction de la nature du compartiment. Les bâtiments seront également équipés d'un système de sécurisation électronique.

Outre les moyens de sécurisation techniques, il existe également des équipes de surveillance et de gestion qui sont chargées de la surveillance des bâtiments. Le cadre de ces équipes est fixé dans le plan pluriannuel de sécurisation.

À ce jour, l'accès à la zone publique est libre, sans la moindre forme de contrôle, dans la quasi-totalité des palais de justice. À la suite de plusieurs incidents, ce principe a toutefois déjà été remis en question.

Le plan pluriannuel 2005-2009 pour la Justice prévoit un crédit d'engagement pour des travaux de sécurisation à concurrence de 5,92 millions d'euros. Ces crédits sont destinés à financer l'élaboration de solutions pour les palais de justice monumentaux, tels que le Palais de Justice de Bruxelles ou le Palais des Princes-Évêques à Liège. En ce qui concerne l'état d'avancement des études et des plans d'exécution de ces travaux de sécurisation, je vous renvoie au ministre des Finances, auquel ressortit la Régie des Bâtiments.

03.03 Martine Taelman (VLD) : Je suis renvoyée de Charybde en Scylla. J'essayerai, une fois de plus, de poser ma question à M. Reynders mais j'espère ne plus me retrouver alors face à la ministre de la Justice.

03.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Posez votre question aux deux ministres et je dirai à M. Reynders de répondre, puisqu'il s'agit de sa compétence.

03.05 Martine Taelman (VLD) : J'espère qu'on ne s'intéressera pas seulement aux grands Palais de justice mais aussi aux petits édifices historiques, comme le Palais de Justice de Turnhout. Un plan d'ensemble est

une bonne chose mais il serait incontestablement utile d'examiner aussi les besoins spécifiques à chaque bâtiment.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Martine Taelman à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le guichet unique pour l'aide juridique" (n° 14757)

04.01 Martine Taelman (VLD) : Lors du Conseil des ministres de Louvain, le gouvernement a décidé de la création d'un guichet unique pour l'aide juridique. Comment cette décision sera-t-elle concrètement mise en œuvre ? Ce service d'aide juridique sera-t-il assuré par les barreaux ? Ces derniers bénéficieront-ils à cet effet de l'appui nécessaire ?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : Les bureaux d'aide juridique, gérés par les barreaux, sont chargés à l'heure actuelle de l'aide de deuxième ligne. L'octroi d'une assistance judiciaire, à savoir la prise en charge totale ou partielle de certains frais judiciaires, relève quant à lui des bureaux d'assistance juridique auprès des tribunaux de première instance.

L'objectif de la réforme est de charger les bureaux gérés par les barreaux à la fois de l'aide juridique et de l'assistance judiciaire, sous la tutelle de l'auditorat du travail, qui peut porter les litiges en la matière devant le tribunal du travail.

Un budget supplémentaire de 500.000 euros est dégagé pour les frais de fonctionnement des bureaux. La charge de travail n'augmentera guère étant donné que le nombre de demandes ne croîtra pas de manière significative. Il conviendra toutefois d'établir régulièrement des contacts avec l'auditorat du travail.

Un groupe de travail composé de représentants de mon cabinet, de mon administration et des barreaux prépare à l'heure actuelle un avant-projet de loi. La réforme constituera une simplification administrative de taille pour le justiciable et réduira la charge de travail des tribunaux de première instance.

04.03 Martine Taelman (VLD) : Pour le justiciable, cette mesure entraîne en effet une simplification. Je me réjouis d'entendre que les barreaux seront associés à l'élaboration de la réforme. J'espère que la ministre continuera de veiller à ce que les bureaux soient dotés de moyens suffisants.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Martine Taelman à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la déclaration de nationalité devant le fonctionnaire de l'état civil" (n° 14865)

05.01 Martine Taelman (VLD) : Les étrangers qui répondent aux conditions de déclaration de nationalité sur la base d'un mariage avec un Belge doivent introduire une demande à cet effet auprès du fonctionnaire de l'état civil. Cette demande est ensuite transmise au parquet pour avis.

Il peut arriver exceptionnellement que le fonctionnaire tarde à transmettre le dossier et que le conjoint belge décède dans l'intervalle ; l'étranger ne répond alors plus aux conditions de déclaration de nationalité.

À quel moment les conditions d'acquisition de la nationalité doivent-elles être évaluées ? Au moment du dépôt de la demande ou lorsque la demande est transmise au parquet ? La responsabilité du fonctionnaire de l'état civil peut-elle être engagée si ce dernier a attendu trop longtemps avant de transmettre le dossier ?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : Je n'ai connaissance d'aucun problème d'interprétation dans le cadre de cette situation spécifique. Il est généralement admis qu'un décès survenant pendant la procédure de déclaration de nationalité par mariage doit être considéré comme un cas de force majeure et qu'il ne doit pas constituer un obstacle à l'obtention de la nationalité belge si la demande a été introduite dans

le respect des règles en vigueur et si le demandeur cohabitait avec le partenaire au moment du décès de ce dernier. Lors de l'examen parlementaire de la loi du 6 août 1993, les membres se sont prononcés à l'unanimité en faveur de cette solution qui figure également dans la circulaire du 3 septembre 1993.

De telles situations ne se reproduiront plus aussi souvent, la loi du 27 décembre 2006 disposant qu'après avoir vérifié que le dossier de demande est complet, l'officier de l'état civil doit le transmettre au parquet dans les cinq jours ouvrables suivant son introduction. L'exposé des motifs du projet précise que le non-respect de cette disposition constitue une violation de la loi engageant la responsabilité de l'officier de l'état civil en vertu du droit commun.

05.03 Martine Taelman (VLD) : Votre explication est satisfaisante. Le problème est dès lors résolu.

Président : Mme Martine Taelman

L'incident est clos.

06 Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le traitement judiciaire des détenteurs de cannabis suite à la directive du 25 janvier 2005" (n° 14823)

06.01 Zoé Genot (ECOLO) : Conformément à la directive en la matière, la détention de moins de trois grammes de cannabis pour consommation personnelle ne fait pas l'objet de poursuites. Mais la directive n'empêche pas le parquet de poursuivre au-delà de trois grammes, et ne s'impose pas au juge de fond.

Une jeune fille a été poursuivie devant le tribunal correctionnel de Bruxelles pour cinq grammes de cannabis. Suite à l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 20 octobre 2004, le juge de fond devra-t-il la condamner ? Par ailleurs, pouvez-vous nous communiquer les statistiques de PV simplifiés dressés pour détention simple de cannabis par un majeur à des fins de consommation personnelle ? Quelle est la suite réservée à ces PV ? Combien de dossiers ne rencontrent pas le prescrit de la directive (PV normal de détention de plus de trois grammes, trouble à l'ordre public, etc.) ?

Par ailleurs, vous avez indiqué qu'aucune initiative législative n'était prévue, car la directive répond aux besoins du terrain. Vos propos ont déplu à ceux qui plaident pour une législation claire mettant fin à l'insécurité juridique, comme en témoigne la journée du 17 mars de la Liaison Anti-prohibitionniste et de nombreux acteurs éducatifs.

D'autre part, l'ASBL « Trek uw Plant » est poursuivie ce 28 mars 2007 devant le tribunal correctionnel d'Anvers pour avoir planté cinq plants de cannabis en toute transparence et avec l'aval des autorités locales. Quelles charges pèsent sur cette association et pourquoi des méthodes particulières de recherche ont été mises en œuvre dans ce dossier ? Par ailleurs, si en respectant la directive qui autorise la culture de cannabis pour utilisation personnelle, on est hors de la légalité, comment les personnes désireuses de se procurer du cannabis pour consommation personnelle peuvent le faire ?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Les autorités judiciaires ont indiqué qu'elles ne disposaient pas de données sur le nombre de PV simplifiés dressés pour détention de cannabis par un majeur pour consommation personnelle, ces PV n'étant pas repris dans le système TPI/REA.

Plus généralement, il n'est pas possible de vous donner les chiffres que vous demandez. Dans les cas où il y a des poursuites, d'autres critères entrent en ligne de compte comme le fait que la personne soit déjà connue du parquet, notamment pour d'autres faits de drogue.

L'affaire de l'ASBL « Trek uw Plant » est toujours en cours et il ne me revient donc pas de me prononcer.

Aujourd'hui, la détention de cannabis est un fait punissable et la circulaire du 25 janvier 2005 n'y porte pas préjudice mais module seulement les priorités en matière de poursuites. Une modification légale n'est pas

prévue.

J'ai demandé au Collège des procureurs généraux de donner son avis sur cette problématique.

06.03 Zoé Genot (ECOLO) : Je regrette que, sur une matière aussi sensible, on ne dispose pas de données objectives.

Après avoir pris cette directive, vous aviez indiqué envisager une nouvelle législation en la matière, en collaboration avec votre collègue Demotte. Ce dernier a indiqué qu'il ne faisait qu'accompagner les victimes d'assuétudes. Contrairement à ce que vous pensez, on ne peut pas parler de sécurité juridique. Comment peut-on se procurer du cannabis de bonne qualité à des fins personnelles ? Vous n'avez pas répondu et c'est dommage pour la santé publique.

L'incident est clos.

07 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les propositions du ministre Landuyt en ce qui concerne une réforme de la Justice" (n° 14839)

07.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Le ministre Dewael venait à peine de critiquer la politisation idéologique au sein du Conseil supérieur de la Magistrature qu'un ouvrage critique du ministre Landuyt paraissait à propos de la Justice. Ses critiques concernant la charge de travail des cours d'appel et ses observations à propos de la mesure de la charge de travail ont fait couler beaucoup d'encre dans la presse. Le ministre propose en outre de renverser la loi Lejeune en prévoyant une exécution intégrale des peines ainsi qu'une éventuelle prolongation de celles-ci. Il plaide également pour un parquet unique, une justice fédérale avec des ministres régionaux, une extension de la surveillance électronique à la détention préventive et une agence distincte pour les prisons.

Que pense la ministre Onkelinx des prises de position du ministre Landuyt ? Ces points de vue ont-ils déjà été exprimés lors de l'examen de l'accord de gouvernement et de la loi sur les tribunaux d'application des peines ? Nous avons souvent évoqué la mesure de la charge de travail en commission mais il n'a jamais semblé qu'un ministre partage notre point de vue. Était-ce le cas lors des discussions au sein du gouvernement ?

07.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Je ne peux pas vous répondre, je n'ai pas encore eu le temps de lire le livre de mon collègue.

07.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je ne demandais pas seulement à la ministre de se livrer à quelques commentaires personnels à propos de ce livre. Je lui demandais si les considérations du ministre Landuyt ont été l'objet de discussions au moment de l'approbation du projet de loi relatif aux tribunaux de l'application des peines. La mesure de la charge de travail a-t-elle jamais été débattue au sein du gouvernement ?

07.04 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : J'ai répondu.

07.05 Servais Verherstraeten (CD&V) : Non, la ministre n'a pas répondu. Nous déposerons donc une demande d'interpellation. Et j'informerai le président du refus de la ministre de répondre à ma question.

L'incident est clos.

08 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la mise sous scellés d'un logement" (n° 14864)

08.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Le père dont les cinq enfants ont été assassinés ne peut réintégrer sa propre demeure parce que la justice y a apposé les scellés. Autant il est évident que l'instruction doit pouvoir être menée à bien, autant il convient de prendre en considération les intérêts de la victime.

Pourquoi cette habitation est-elle encore sous scellés ? Combien de temps cette apposition de scellés peut-elle encore durer ? A-t-elle été l'objet d'une discussion préalable avec la victime ? De tels problèmes de

logement pourraient-ils être évités à l'avenir ?

08.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Les scellés seront maintenus jusqu'au moment de la reconstitution.

Il est peu envisageable que le père, qui est logé dans un hôpital bruxellois, puisse regagner son domicile. Il est assisté par la police locale de Nivelles ainsi que par le service d'aide aux victimes qui lui ont proposé d'autres logements plus proches de Nivelles, mais il préfère rester à Bruxelles. Les services bruxellois d'aide aux victimes vont lui proposer rapidement un logement et l'assister dans ses démarches auprès du fonds d'indemnisation des victimes d'actes de violence.

08.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Un logement est recherché pour l'intéressé, mais il eût évidemment été préférable de le faire avant que celui-ci n'attire l'attention sur le problème. Lorsque des scellés sont apposés sur des habitations dans le cadre d'une enquête judiciaire, ce volet de l'enquête doit être clôturé le plus rapidement possible. Et si cela s'avère impossible, un logement adéquat devrait être immédiatement proposé aux intéressés.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 14825 de M. Claude Marinower, la question n° 14771 de M. Koen T'Sijen et la question n° 14817 de M. David Lavaux sont reportées à la demande de leurs auteurs respectifs. La question n° 14850 de M. Eric Libert a été reportée à la demande de la ministre. M. Patrick De Groote n'est pas présent pour poser sa question n° 14776.

La discussion des questions se termine à 11 h 02.

De vergadering wordt geopend om 10.20 uur en voorgezeten door mevrouw Martine Taelman.

01 Vraag van de heer Philippe Monfils aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de taks voor de hernieuwing van de vergunningen van recreatieve schutters" (nr. 14867)

01.01 Philippe Monfils (MR) : Geldt de hernieuwing – om de vijf jaar en tegen betaling – van de vergunning voor wapenbezit ook voor de recreatieve schutters?

01.02 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*) : Overeenkomstig de wet mag wie in het bezit is van een jachtverlof of een sportschutterslicentie zich de daartoe nodige wapens aanschaffen, zonder het betalen van een retributie, aangezien de diensten van de gouverneur niet dienen op te treden. De schutters worden van de betaling vrijgesteld op voorwaarde dat ze houder zijn van een sportschutterslicentie en dat ze hun discipline uitoefenen met een wapen dat voorkomt op de lijst die in april door de justitieminister zal worden gepubliceerd.

Het zijn dus niet de benamingen van de disciplines – die tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoren – die bepalen of al dan niet een retributie moet worden betaald, maar wel de twee voornoemde voorwaarden.

01.03 Philippe Monfils (MR) : Betekent een en ander dat de Gemeenschap het decreet dat uitsluitend op het sportschieten in de strikte zin van het woord betrekking heeft, zal moeten herzien? Anders gezegd, het decreet moet worden aangepast en er moet een systeem voor de toekenning van licenties aan zowel sportieve als recreatieve schutters worden vastgelegd.

01.04 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*) : De Gemeenschap kan dat doen maar is er niet toe verplicht.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het informaticaprogramma van de strafuitvoeringsrechtbanken" (nr. 14853)

02.01 Tony Van Parys (CD&V) : De strafuitvoeringsrechtbanken moesten worden aangesloten op het informaticasysteem van de rechtbanken van eerste aanleg, maar dat kon niet tijdig worden gerealiseerd. Bijgevolg moeten in de strafuitvoeringsrechtbank te Brussel de gerechtsbrieven momenteel met de hand

worden geschreven en moet de zittingsrol met de tikmachine worden bijgehouden. Deze strafuitvoeringsrechtbank heeft nu al 1.300 dossiers in behandeling. Het ontbreken van de nodige informatica veroorzaakt nutteloze personeelsbelasting, vertraging in de behandeling van de dossiers en negatieve effecten op de gevangenispopulatie. Ware het niet beter geweest de start van de strafuitvoeringsrechtbanken wat uit te stellen?

02.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Zelf schrijf ik soms ook wel iets met de hand!

Het informaticaprogramma wordt momenteel geïnstalleerd en er doen zich geen ernstige problemen voor.

02.03 **Tony Van Parys** (CD&V): Dit antwoord is bijna provocerend. Hoe kan de minister beweren dat alles goed gaat als de gerechtsbrieven manueel moeten worden geschreven? Een ernstig probleem vergt een ernstige oplossing, maar de minister is hierover blijkbaar niet bezorgd en antwoordt cynisch en afwijzend. Dit is een schande.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: de heer Tony Van Parys.

03 **Vraag van mevrouw Martine Taelman aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de beveiliging van gerechtsgebouwen" (nr. 14756)**

03.01 **Martine Taelman** (VLD): Ik had deze vraag eigenlijk willen stellen aan de minister bevoegd voor de Regie der Gebouwen. Het gaat immers over de beveiligingsinvesteringen die gebeurd zijn in de gerechtsgebouwen.

Enkele weken geleden bracht de ontruiming van het Brusselse Justitiepaleis nogmaals de problematiek van de beveiliging van gerechtsgebouwen onder de aandacht. Deze gebouwen zijn nu zeer gemakkelijk toegankelijk. Zware veiligheidsmaatregelen zijn gelukkig meestal niet nodig, maar sommige incidenten tonen toch aan dat deze problematiek meer aandacht verdient.

Hoe is de beveiliging van de Belgische gerechtsgebouwen op dit ogenblik georganiseerd? Wat zijn de richtlijnen voor de beveiliging? Welke investeringen inzake beveiliging zijn er nog gepland en welke budgetten zijn daarvoor vrijgemaakt?

03.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): De dienst gebouwen van de FOD Justitie heeft richtlijnen voor de beveiliging van de gerechtsgebouwen vastgelegd in een vertrouwelijk document. Deze richtlijnen zijn van toepassing op de gebouwen in eigendom en op de gehuurde gebouwen. De dienst ziet ook toe op de implementatie.

Het uitgangspunt van het beveiligingsconcept is een compartimenteringssysteem, waarbij het gebouw verdeeld wordt in een openbaar gebied, een semiopenbaar gebied en een aantal beveiligde zones. Daarnaast zijn er aparte toegangen voor bezoekers, personeel, gedetineerdentransport, politie, leveringen en parking. Naargelang van de aard van het compartiment is er indien nodig een specifieke beveiliging tegen inbraak of kogels. De gebouwen worden ook uitgerust met een elektronisch beveiligingssysteem.

Naast de technische beveiligingsmiddelen zijn er ook teams Toezicht en Beheer, die instaan voor de bewaking van de gebouwen. Het kader van deze teams is vastgelegd in het meerjarenplan inzake beveiliging.

Tot dusver is in zowat alle gerechtsgebouwen de toegang tot het openbare gebied volledig vrij, zonder enige vorm van controle. Naar aanleiding van een aantal incidenten is dit principe wel al eens ter discussie gesteld.

Het meerjarenplan Justitie 2005-2009 voorziet in een vastleggingskrediet voor beveiligingswerken van 5,92 miljoen euro. Hiermee worden oplossingen uitgewerkt voor de grote bestaande gerechtsgebouwen, zoals het Justitiepaleis te Brussel en het Prinsbisschoppelijk Paleis te Luik. Voor de stand van zaken van de studies en

uitvoeringsplannen voor deze beveiligingswerken verwijs ik naar de minister van Financiën, bevoegd voor de Regie der Gebouwen.

03.03 Martine Taelman (VLD): Ik word van het kastje naar de muur gestuurd. Ik zal nogmaals proberen mijn vraag aan minister Reynders te stellen, maar ik hoop dat ik dan niet weer bij de minister van Justitie terechtkom.

03.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik stel voor dat u uw vraag aan de beide ministers stelt. Ik zal de heer Reynders vragen ze te beantwoorden, daar die aangelegenheid onder zijn bevoegdheid valt.

03.05 Martine Taelman (VLD): Ik hoop dat er niet alleen aandacht zal zijn voor de grote gerechtsgebouwen, maar ook voor de kleinere historische gebouwen, zoals het gerechtsgebouw van Turnhout. Het is goed dat er een algemeen plan is, maar het is zeker ook nuttig om eens gebouw per gebouw te bekijken wat de specifieke noden zijn.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Martine Taelman aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het eenheidsloket voor de juridische bijstand" (nr. 14757)

04.01 Martine Taelman (VLD): Op de Ministerraad van Leuven heeft de regering beslist om één loket voor de juridische bijstand op te richten. Hoe zal dat in zijn werk gaan? Zullen de balies hiervoor instaan? Krijgen zij daar dan ondersteuning voor?

04.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De bureaus voor juridische bijstand, beheerd door de balies, staan momenteel in voor de tweedelijnsbijstand. Voor het toekennen van rechtsbijstand, met name de volledige of gedeeltelijke tenlasteneming van bepaalde gerechtskosten, zijn dan weer de bureaus voor rechtsbijstand bij de rechtbanken van eerste aanleg bevoegd.

De bedoeling van de hervorming is om de bureaus beheerd door de balies bevoegd te maken voor zowel de juridische bijstand als de rechtsbijstand, onder het toezicht van het arbeidsauditoraat, dat betwistingen ter zake voor de arbeidsrechtbank kan brengen.

Er wordt 500.000 euro extra vrijgemaakt voor de werkingskosten van de bureaus. De werklast zal niet veel toenemen, omdat het aantal aanvragen niet betekenisvol zal stijgen. Er zullen wel geregelde contacten moeten worden georganiseerd met het arbeidsauditoraat.

Een werkgroep samengesteld uit vertegenwoordigers van mijn kabinet, mijn administratie en de balies werkt nu aan een voorontwerp van wet. De hervorming zal een aanzienlijke administratieve vereenvoudiging betekenen voor de rechtzoekende en ze zal de rechtbanken van eerste aanleg ontlasten.

04.03 Martine Taelman (VLD): Voor de rechtzoekende houdt dit inderdaad een vereenvoudiging in. Het verheugt me dat de balies bij de uitwerking van de hervorming worden betrokken. Ik hoop dat de minister er zal blijven over waken dat de bureaus voldoende middelen krijgen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Martine Taelman aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de nationaliteitsverklaring bij de ambtenaar van de burgerlijke stand" (nr. 14865)

05.01 Martine Taelman (VLD): Buitenlanders die aan de voorwaarden beantwoorden om een nationaliteitsverklaring te doen op basis van een huwelijk met een Belg, moeten daartoe een aanvraag indienen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand. Die aanvraag wordt vervolgens voor advies doorgestuurd naar het parket.

Uitzonderlijk kan het gebeuren dat de ambtenaar talmt met het doorsturen van het dossier en dat de Belgische echtgenoot in tussentijd overlijdt, waardoor de vreemdeling niet meer aan de voorwaarden voldoet

voor de nationaliteitsverklaring.

Op welk ogenblik moeten de voorwaarden voor de verwerving van de nationaliteit beoordeeld worden? Op het ogenblik van het indienen van de aanvraag of op het ogenblik dat de aanvraag doorgestuurd wordt naar het parket? Kan de ambtenaar van de burgerlijke stand aansprakelijk gesteld worden indien hij te lang gewacht heeft met het doorsturen van het dossier?

05.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Er zijn me geen interpretatieproblemen bekend in verband met deze specifieke situatie. Het is algemeen aanvaard dat zo een overlijden tijdens de procedure van nationaliteitsverklaring door huwelijk als een geval van overmacht wordt beschouwd en dat het voor de persoon met vreemde nationaliteit geen beletsel mag vormen om de Belgische nationaliteit te verkrijgen, als de aanvraag tenminste regelmatig was ingediend en als de aanvrager bij het overlijden van de partner nog samenleefde met die laatste. Bij de parlementaire bespreking van de wet van 6 augustus 1993 werd unaniem voor deze oplossing gekozen. Ze werd ook overgenomen in de rondzendbrief van 3 september 1993.

Situaties als deze zullen zich niet vaak meer voordoen, want de wet van 27 december 2006 bepaalt dat de ambtenaar van de burgerlijke stand de aanvraag op volledigheid moet controleren en binnen de vijf werkdagen na indiening aan het parket moet bezorgen. Gebeurt dat niet, dan wordt, zo leren we uit de memorie van toelichting bij het ontwerp, de wet geschonden, waardoor de aansprakelijkheid van de ambtenaar van burgerlijke stand krachtens het gemeen recht in het gedrang kan komen.

05.03 **Martine Taelman** (VLD): Dit is een bevredigende uitleg: het probleem is dus opgelost.

Voorzitter: mevrouw Martine Taelman

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het gerechtelijk optreden ten opzichte van cannabisbezitters ingevolge de richtlijn van 25 januari 2005" (nr. 14823)**

06.01 **Zoé Genot** (ECOLO): Overeenkomstig de toepasselijke richtlijn wordt niemand vervolgd voor het bezit van minder dan drie gram cannabis voor persoonlijk gebruik. Maar de richtlijn verbiedt het parket niet om een vervolging in te stellen voor het bezit van meer dan drie gram en bovendien bindt ze de feitenrechter niet.

Voor de correctionele rechtbank te Brussel werd er een vervolging ingesteld tegen een meisje voor het bezit van vijf gram cannabis. Zal de feitenrechter haar in het licht van het arrest van het Arbitragehof van 20 oktober 2004 moeten veroordelen? Kan u ons voorts de statistieken in verband met de vereenvoudigde pv's voor het bezit van cannabis door een meerderjarige voor persoonlijk gebruik bezorgen? Welk gevolg wordt er aan die pv's gegeven? Hoeveel dossiers voldoen niet aan de voorschriften van de richtlijn (gewoon pv voor het bezit van meer dan drie gram, verstoring van de openbare orde, enz.)?

Daarnaast heeft u gesteld dat er geen wetgevend initiatief zal genomen worden, vermits de richtlijn aan de praktische noden beantwoordt. Zoals blijkt uit de actiedag die op 17 maart door de 'Liaison antiprohibitionniste' en tal van opvoeders werd opgezet, kunnen uw verklaringen niet op veel bijval rekenen bij de mensen die voor een duidelijke regelgeving pleiten om een einde te stellen aan de rechtsonzekerheid.

Anderzijds moet de vzw Trek uw Plant vandaag voor de correctionele rechtbank te Antwerpen verschijnen omdat ze in alle openheid en met de goedkeuring van het plaatselijk bestuur vijf cannabisplantjes geplant had. Hoe luidt de aanklacht tegen die vereniging en waarom werden er in dit dossier bijzondere opsporingsmethoden gebruikt? Door de richtlijn die het kweken van cannabis voor persoonlijk gebruik toelaat, na te leven stelt men zich blijkbaar buiten de wet. Hoe kan men dan aan cannabis voor eigen gebruik komen?

06.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): De gerechtelijke autoriteiten hebben me meegedeeld dat ze geen informatie hadden over het aantal vereenvoudigde pv's dat werd opgesteld wegens het bezit van cannabis voor eigen gebruik door een meerderjarige, daar die pv's niet in het TPI/REA-systeem worden opgenomen.

Meer algemeen kan ik u de gevraagde cijfers niet geven. In geval van vervolging wordt rekening gehouden met nog andere criteria, zoals het feit dat iemand geen onbekende is voor het parket, met name wegens andere drugsfeiten.

Vermits de zaak tegen de vzw 'Trek uw Plant' nog steeds hangende is, kan ik me er niet over uitspreken.

Vandaag is het bezit van cannabis een strafbaar feit. De rondzendbrief van 25 januari 2005 wijzigt dat beginsel niet maar stelt alleen andere prioriteiten op het stuk van de vervolging. Een wetswijziging ligt niet in het verschiet.

Ik heb het College van procureurs-generaal verzocht zich over deze problematiek uit te spreken.

06.03 Zoé Genot (ECOLO): Ik vind het jammer dat er geen objectieve gegevens beschikbaar zijn over een materie die zo gevoelig ligt.

Na de uitvaardiging van die richtlijn kondigde u aan dat u samen met uw collega Demotte een wetgevend initiatief zou nemen. Hij verklaarde echter dat hij alleen voor de begeleiding van personen met een verslaving instaat. In tegenstelling tot wat u denkt, bestaat er geen rechtszekerheid. Hoe kan iemand zich cannabis van goede kwaliteit voor eigen gebruik aanschaffen? Die vraag hebt u niet beantwoord en dat is nadelig voor de volksgezondheid.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de voorstellen van minister Landuyt over een hervorming van Justitie" (nr. 14839)

07.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Minister Dewael had nog maar net kritiek geuit op de ideologische politisering bij de Hoge Raad voor de Magistratuur, of er verscheen al een kritisch boekje van minister Landuyt over Justitie. In de pers ontstond commotie over zijn kritiek op de werklast bij de hoven van beroep en over zijn opmerkingen inzake de werklastmeting. De minister stelt bovendien voor de wet-Lejeune om te keren door straffen volledig te laten uitzitten en te voorzien in een mogelijke verlenging ervan. Voorts pleit hij voor een eenheidsparket, een federale justitie met regionale ministers, een uitbreiding van het elektronisch toezicht naar voorlopige hechtenis en een apart agentschap voor de gevangenen.

Wat vindt minister Onkelinx van de standpunten van minister Landuyt? Werden die standpunten ook al vertolkt toen het regeerakkoord en de wet op de strafuitvoeringsrechtbanken werden besproken? Wij hebben het in de commissie vaak gehad over werklastmeting, maar nooit hebben we gemerkt dat een minister ons standpunt deelde. Was dat wel duidelijk tijdens de besprekingen binnen de regering?

07.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik moet u het antwoord schuldig blijven, vermits ik nog geen tijd gehad heb om het boek van mijn collega te lezen.

07.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik vraag niet enkel een commentaar op het boek. Ik vraag of over de standpunten van minister Landuyt werd gepraat bij de bespreking van het wetsontwerp inzake de strafuitvoeringsrechtbanken. Werd binnen de regering ooit gepraat over de werklastmeting?

07.04 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Ik heb geantwoord.

07.05 Servais Verherstraeten (CD&V): De minister heeft niet geantwoord. We zullen een interpellatieverzoek indienen. Ik zal ook de voorzitter inlichten over het feit dat de minister weigert te antwoorden.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de verzegeling van een woning" (nr. 14864)

08.01 Servais Verherstraeten (CD&V): De vader wiens vijf kinderen werden vermoord, kan blijkbaar zijn eigen huis niet meer in omdat het verzegeld is door het gerecht. Uiteraard moet het gerechtelijk onderzoek kunnen plaatsvinden, maar er zijn toch ook de belangen van het slachtoffer.

Waarom is die woning nog steeds verzegeld? Hoelang kan die verzegeling nog duren? Werd hierover voorafgaand gepraat met het slachtoffer? Kunnen dergelijke huisvestingsproblemen in de toekomst worden vermeden?

08.02 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): De verzegeling zal gehandhaafd blijven tot op het ogenblik van de wedersamenstelling.

Het is weinig waarschijnlijk dat de vader, die in een Brussels ziekenhuis is ondergebracht, naar zijn woning kan terugkeren. Hij wordt bijgestaan door de lokale politie van Nijvel en de dienst slachtofferhulp die hem andere woningen dichtbij Nijvel hebben aangeboden, maar hij blijft liever in Brussel. De Brusselse diensten voor slachtofferhulp zullen hem snel een andere woning aanbieden en hem bijstaan in zijn demarches bij het fonds voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.

08.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Er wordt nu gezocht naar een verblijfplaats voor de betrokkene, maar het was natuurlijk beter geweest als dat al gebeurd was voordat die aan de alarmbel trok. Wanneer woningen verzegeld worden in het kader van een gerechtelijk onderzoek, dan moet dat zo snel mogelijk worden afgehandeld. Als dat niet mogelijk blijkt te zijn, zou er aan de betrokkenen onmiddellijk een aangepaste verblijfplaats moeten worden aangeboden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14825 van de heer Claude Marinower, vraag nr. 14771 van de heer Koen T'Sijen en vraag nr. 14817 van de heer David Lavaux worden op verzoek van de indieners uitgesteld. Vraag nr. 14850 van de heer Eric Libert werd op verzoek van de minister uitgesteld. De heer Patrick De Groote is niet aanwezig om zijn vraag nr. 14776 te stellen.

De behandeling van de vragen eindigt om 11.02 uur.